

## ROYAUME DE BELGIQUE

-----

## KONINKRIJK BELGIE

-----

## AVIS DU CONSEIL D'ETAT

-----

## ADVIES VAN DE RAAD VAN STATE

-----

Le CONSEIL D'ETAT, section de législation, deuxième chambre, saisi par le Ministre de la Justice, le 19 novembre 1998, d'une demande d'avis sur un projet d'arrêté royal "portant exécution de l'article 190quinquies, § 2, des lois sur les sociétés commerciales, coordonnées le 30 novembre 1935", a donné le 18 janvier 1999 l'avis suivant :

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, tweede kamer, op 19 november 1998 door de Minister van Justitie verzocht hem van advies te dienen over een ontwerp van koninklijk besluit "tot uitvoering van artikel 190quinquies, § 2, van de wetten op de handelsvennootschappen, gecoördineerd op 30 november 1935", heeft op 18 januari 1999 het volgende advies gegeven :

### Observations générales

1. Les règles principales organisant l'offre de reprise doivent s'inspirer étroitement, moyennant quelques adaptations, des articles 45 à 60 insérés dans l'arrêté royal du 8 novembre 1989 relatif aux offres publiques d'acquisition et aux modifications du contrôle des sociétés, par l'arrêté royal du 11 juin 1997.

Lors de l'examen du projet de loi au sein de la commission de la Chambre des représentants chargée des problèmes de droit commercial et économique, le Ministre de la Justice a d'ailleurs lui-même affirmé

"... que l'arrêté annoncé (pour les sociétés n'ayant pas fait ou ne faisant pas publiquement appel à l'épargne) sera analogue à l'arrêté applicable aux sociétés "publiques", étant entendu qu'il faudra déterminer si la Commission bancaire et financière devra également intervenir à l'égard des sociétés "fermées" en ce qui concerne la détermination de la valeur des actions." (1).

Dans cette perspective et compte tenu des exigences constitutionnelles des principes d'égalité et de non-discrimination, il convient spécialement d'attirer l'attention de l'auteur du projet sur trois règles applicables aux offres publiques de reprise et qui ne se retrouvent pas dans l'arrêté en projet, à savoir :

---

(1) Doc. parl., Chambre, session 1997-1998, n° 1415/5, Rapport fait au nom de la commission chargée des problèmes de droit commercial et économique par M. Luc Willems, p. 5.

- 1° l'engagement de l'offrant de s'abstenir d'acquérir des titres faisant l'objet de l'offre à des conditions différentes de celle-ci, sauf s'il en fait bénéficier tous les destinataires de l'offre (1);
- 2° l'exigence d'un rapport établi par un expert indépendant (2);
- 3° l'exigence d'un avis du conseil d'administration de la société visée :
  - indiquant qu'à son sens les informations fournies par l'offrant ne présentent pas de lacunes ou ne contiennent pas d'éléments susceptibles d'induire en erreur les porteurs de titres de la société visée;
  - contenant son appréciation à propos du rapport de l'expert indépendant;
  - indiquant s'il estime que le prix permet ou non de sauvegarder les intérêts des porteurs de titres (3).

---

(1) Cf. article 45, 5°, de l'arrêté royal du 8 novembre 1989 relatif aux offres publiques d'acquisition et aux modifications du contrôle des sociétés.

(2) Cf. article 47, 2°, du même arrêté royal.

(3) Cf. article 47, 3°, du même arrêté royal.

2. L'arrêté en projet utilise plusieurs termes différents pour désigner les "porteurs de titres" visés à l'article 190quinquies, § 3, des lois coordonnées sur les sociétés commerciales. Ainsi, à l'article 5, il mentionne les "propriétaires de titres"; à l'article 6, alinéas 1er et 3, et à l'article 8, alinéa 2, il vise les "actionnaires"; à l'article 1er, 4°, aux articles 7, alinéa 1er, et 8, alinéas 1er et 3 ainsi qu'à l'article 11, il utilise le terme "titulaires de titres". Il convient d'adopter une terminologie uniforme.

C'est sous réserve de ces observations générales que le Conseil d'Etat procède à l'examen du texte en projet.

### Observations particulières

#### Article 1er

1. Il y a lieu de supprimer le 1° et de compléter le 3° en projet par la mention de l'intitulé des lois sur les sociétés commerciales coordonnées le 30 novembre 1935.

2. Les définitions proposées aux 4° et 5° sont inutiles et doivent, dès lors, être omises.

3. Le 7° de l'article entreprend de définir, mais seulement pour l'application de l'arrêté en projet, l'expression "titres faisant l'objet de l'offre de reprise".

.../...

Pour plus de précision et par respect de la terminologie actuelle (1), le mot "titres" doit être remplacé par les mots "valeurs mobilières" dans la définition proposée. On écrit ainsi :

"7° par titres faisant l'objet de l'offre de reprise :

les valeurs mobilières représentatives ou non du capital social, conférant le droit de vote, ainsi que les valeurs mobilières donnant droit à la souscription ou à l'acquisition de telles valeurs ou à la conversion en de telles valeurs."

## Article 2

1. Selon cet article, le calcul des 95 centièmes des valeurs mobilières ayant droit de vote est "déterminé" conformément à l'article 2, § 1er, 5°, 6°, 7° et 8°, et § 2, alinéa 1er et alinéa 2, a, c, d, e, de l'arrêté royal du 8 novembre 1989.

---

(1) La loi du 4 décembre 1990 a banni l'utilisation du terme "titres", considéré comme trop générique (titre de propriété, titre de noblesse, titre universitaire, titre de champion, titre d'un livre, d'un chapitre, d'une rubrique, titre de transport, etc. ...).

Depuis lors, toute la législation financière n'utilise plus que l'expression "valeurs mobilières". Il est regrettable que la loi modificative du 16 juin 1998 en soit revenue à l'utilisation du mot "titres", ce qui ne peut être qu'une source d'imprécision. Ainsi les SICAV appartiennent à la catégorie des OPCVM (organismes de placement collectif en valeurs mobilières).

.../...

Cette référence est inadéquate et inapplicable. Les dispositions visées contiennent, au paragraphe 1er, des définitions d'expressions, arrêtées pour l'application de l'arrêté royal du 8 novembre 1989 et, au paragraphe 2, deux présomptions concernant les personnes qui adoptent un comportement parallèle ou qui agissent de concert.

La détermination du mode de calcul du pourcentage appelle une ou des règles utilisant éventuellement les expressions déjà définies ou ayant un sens présumé. Ces règles sont absentes du projet.

Pour prendre un exemple, on peut se demander dans quelle mesure le "contrôle conjoint", défini à l'article 2, § 1er, 8°, de l'arrêté royal du 8 novembre 1989, mais dont il n'est pas question dans la loi, peut influencer le calcul des 95 centièmes. Ce contrôle conjoint doit-il être retenu positivement comme un élément d'appréciation des titres ou doit-il être rejeté du calcul ?

2. La loi prévoit le cas où une personne agit "de concert".

L'article 2, § 1er, 5°, de l'arrêté royal précité du 8 novembre 1989 définit les personnes agissant de concert et le paragraphe 2, alinéa 2, présume, sauf preuve contraire, que des personnes agissent de concert. La première de ces dispositions interprète la loi et la seconde étend l'acceptation de l'expression, sauf preuve contraire.

.../...

Le Conseil d'Etat se demande si ces dispositions répondent au pouvoir "de réglementer" accordé au Roi par l'article 190quinquies, § 3, des lois coordonnées sur les sociétés commerciales.

En toute hypothèse, il vaut mieux que les règles en question figurant dans l'arrêté en projet ne soient pas uniquement déterminées par référence.

#### Article 4

1. Tel qu'il est rédigé, le paragraphe 1er énonce une évidence. Le Conseil d'Etat n'aperçoit pas la portée normative de ce paragraphe qui doit donc être omis.

2. Au paragraphe 2, il convient de compléter la deuxième phrase en insérant les mots "en indiquant" entre les mots "l'opération" et le 1°.

Le 2°, a, qui traite de la pluralité d'offrants, doit être fusionné avec le 1° de la manière suivante :

"en indiquant :

1° quant à l'offrant, ou aux offrants en cas de pluralité :

a) s'ils agissent seuls, directement ou indirectement, ou de concert avec d'autres personnes;

.../...

b) au jour où le rapport est arrêté, le nombre et les catégories de titres de la société visée, conférant un droit de vote, détenus par chacun des participants visés au a).

c) l'identité complète de tous les participants;".

Suivrait alors :

"2° quant à l'offre de reprise" : de a à g, en reprenant le texte des b à h du projet (toutefois dans le c) devenant b), il convient de supprimer in fine les mots "et le prix proposé" qui sont redondants).".

Le 3° de l'article 2 doit être précisé. Il est proposé d'écrire :

"3° quant à la société visée :

sa dénomination, la date de sa création, son objet, l'adresse de son siège social, l'indication des modifications statutaires intervenues au cours des dix dernières années, avec la référence des publications, les noms des administrateurs en distinguant leurs pouvoirs.".

#### Article 5

Le prix proposé par l'actionnaire majoritaire ne sera apprécié que par un réviseur d'entreprises ou par un expert-comptable qu'il aura lui-même choisi.

.../...

Aucun contrôle par une autorité indépendante n'est prévu. Il est cependant très délicat d'apprécier la valeur des actions d'une société en tenant compte, comme il se doit, d'une série de facteurs virtuels, indépendants de la valeur comptable.

Pour conjurer un préjudice éventuel, il convient qu'une disposition de l'arrêté royal précise que le prix offert doit être juste.

De cette manière, les actionnaires évincés qui s'estimeraient lésés, auraient la possibilité d'un recours devant les tribunaux.

#### Article 6

1. A l'alinéa 1er, on écrira, comme dans la version néerlandaise du texte, "dans un organe de presse de la région où la société a son siège social" au lieu de "dans un organe de presse du siège de la société".

La même observation vaut pour l'article 8, alinéa 2.

2. L'alinéa 2 est équivoque. La forme verbale "ne peuvent être" ne traduit pas une obligation et n'implique pas que les rapports doivent être transmis. Il convient de rectifier et d'écrire "doivent".

.../...

### Article 7

Au début et à la fin de l'alinéa 1er, le mot "titulaires" doit être remplacé par le mot "détenteurs".

A l'alinéa 1er, les mots "ou de la contrepartie" doivent être omis en raison de leur caractère superflu.

La finale de l'alinéa 1er contient une restriction qui affaiblit la liberté d'expression des griefs et contredit la discussion de la valeur objective des titres sociaux. Il y a lieu d'ajouter le mot "notamment" avant les mots "au regard de l'égalité de traitement des détenteurs de titres".

### Article 8

Les griefs ne sont pas formulés à l'issue du délai, mais au cours de celui-ci. Le début de l'alinéa 1er serait mieux rédigé comme suit :

"Si des griefs ont été formulés au cours du délai prévu à l'article 7, l'offrant a le choix soit de ... soit de ... (la suite comme au projet)".

### Article 10

L'offrant a le choix du moment où il va publier son offre définitive. Aucun délai ne lui est imposé. Cette publication ouvre la période d'acceptation. L'offrant peut choisir une période de dix jours en juillet ou en août, de

.../...

manière à réduire les cas d'opposition et à surprendre les associés minoritaires.

Ne convient-il pas d'élargir la période d'acceptation pour mieux garantir aux opposants éventuels la possibilité de notifier un refus ?

### Article 11

Il n'est pas dit que les titres présentés à l'offre de reprise sont payés dès la remise ou dans un délai fixé dans l'arrêté royal.

L'article 4, § 2, 2°, f, laisse trop de liberté à l'offrant à cet égard.

Il convient que l'arrêté en projet fixe le délai maximal dans lequel le paiement doit avoir lieu.

### Observations finales de légistique

A l'alinéa 1er du préambule, on écrira "remplacé" au lieu de "modifié".

A l'article 1er, on écrira "on entend" au lieu de "il faut entendre".

A l'article 4, la division en paragraphes doit être omise.

-----

### Algemene opmerkingen

1. De hoofdregels met betrekking tot een uitkoopbod moeten, op enkele wijzigingen na, nauw aansluiten bij de artikelen 45 tot 60 die bij het koninklijk besluit van 11 juni 1997 ingevoegd zijn in het koninklijk besluit van 8 november 1989 op de openbare overnameaanbiedingen en de wijzigingen in de controle op vennootschappen.

Tijdens de bespreking van het wetsontwerp in de commissie van de Kamer van volksvertegenwoordigers, belast met de problemen inzake handels- en economisch recht, heeft de Minister van Justitie trouwens zelf gezegd :

"... dat het aangekondigde besluit (voor de vennootschappen die geen publiek beroep op het spaarwezen doen of hebben gedaan) analoog zal zijn met het besluit dat van toepassing is op de "publieke" vennootschappen, met dien verstande dat zal moeten worden uitgemaakt of de Commissie voor het bank- en financiewezen ook ten aanzien van de "besloten" vennootschappen zal moeten optreden wat de waardebepaling van de aandelen betreft." (1).

In dat vooruitzicht en rekening houdend met de grondwettelijke vereisten die voortvloeien uit het gelijkheidsbeginsel en het niet-discriminatiebeginsel, dient de aandacht van de steller van het ontwerp inzonderheid te worden gevestigd op drie regels die van toepassing zijn op de openbare uitkoopaanbiedingen en die niet terug te vinden zijn in het ontworpen besluit, namelijk :

---

(1) Gedr. St., Kamer, zitting 1997-1998, nr. 1415/5, Verslag namens de commissie belast met de problemen inzake handels- en economisch recht, uitgebracht door de heer Luc Willems, blz. 5.

- 1° de verbintenis van de bieder dat hij geen effecten waarop het bod betrekking heeft zal verwerven onder andere voorwaarden dan die van het bod, tenzij hij die uitbreidt tot alle begunstigden van het bod (1);
- 2° het vereiste dat een verslag moet worden opgesteld door een onafhankelijke expert (2);
- 3° het vereiste dat de raad van bestuur van de bedoelde vennootschap een advies moet uitbrengen :
  - waarin hij stelt dat de door de bieder verstrekte informatie naar zijn oordeel geen leemten vertoont of geen gegevens bevat die de effectenhouders van de bedoelde vennootschap kunnen misleiden;
  - waarin zijn oordeel staat over het verslag van de onafhankelijke expert;
  - waarin staat of hij vindt dat met de prijs de belangen van de effectenhouders al dan niet veilig kunnen worden gesteld (3).

---

(1) Cf. artikel 45, 5°, van het koninklijk besluit van 8 november 1989 op de openbare overnameaanbiedingen en de wijzigingen in de controle op vennootschappen.

(2) Cf. artikel 47, 2°, van hetzelfde koninklijk besluit.

(3) Cf. artikel 47, 3°, van hetzelfde koninklijk besluit.

2. In het ontworpen besluit wordt nog een andere term gebruikt om de "effectenhouders" aan te duiden, bedoeld in artikel 190quinquies, § 3, van de gecoördineerde wetten op de handelsvennootschappen. Zo spreekt men in artikel 6, eerste en derde lid, en in artikel 8, tweede lid, van "aandeelhouders", terwijl in de rest van het ontwerp de term "effectenhouders" wordt gebruikt. Er dient een eenvormige terminologie te worden gehanteerd.

De Raad van State onderzoekt de ontworpen tekst onder voorbehoud van deze algemene opmerkingen.

### Bijzondere opmerkingen

#### Artikel 1

1. Onderdeel 1° moet vervallen en het ontworpen onderdeel 3° dient te worden aangevuld met de vermelding van het opschrift van de wetten op de handelsvennootschappen, gecoördineerd op 30 november 1935.

2. De definities die in 4° en 5° worden voorgesteld zijn overbodig en moeten bijgevolg vervallen.

3. In 7° wordt de uitdrukking "effecten waarop het uitkoopbod slaat" gedefinieerd, maar alleen voor de toepassing van het ontworpen besluit.

.../...

Ter wille van de duidelijkheid en rekening houdend met de thans gangbare terminologie (1), moet in de Franse tekst van de voorgestelde definitie het woord "titres" vervangen worden door de woorden "valeurs mobilières". Men schrijve dus :

"7° par "titres faisant l'objet de l'offre de reprise" :

les valeurs mobilières représentatives ou non du capital social, conférant le droit de vote, ainsi que les valeurs mobilières donnant droit à la souscription ou à l'acquisition de telles valeurs ou à la conversion en de telles valeurs."

## Artikel 2

1. Luidens dit artikel worden de 95 honderdsten van de stemrechtverlenende effecten "berekend" conform

---

(1) De wet van 4 december 1990 heeft een einde gemaakt aan het gebruik van de term "titres" in het Frans, omdat deze term als te algemeen werd beschouwd ("titre de propriété", "titre de noblesse", "titre universitaire", "titre de champion", "titre d'un livre", "titre d'un chapitre", "titre d'une rubrique", "titre de transport", enz. ...).

Sedertdien wordt in de hele financiële wetgeving alleen nog het begrip "valeurs mobilières" gebruikt. Het valt te betreuren dat de wijzigingswet van 16 juni 1998 opnieuw het woord "titres" gebruikt heeft, wat alleen maar onduidelijkheid kan creëren. Zo behoren, wat het Frans betreft, de "SICAV's" (BEVEK's) tot de categorie van de "OPCVM's" (organismes de placement collectif en valeurs mobilières).

.../...

artikel 2, § 1, 5°, 6°, 7° en 8°, en § 2, eerste lid en tweede lid, a, c, d en e, van het koninklijk besluit van 8 november 1989.

Deze verwijzing is niet dienstig en kan niet worden toegepast. De genoemde bepalingen bevatten, wat paragraaf 1 betreft, definities van begrippen die zijn vastgesteld voor de toepassing van het koninklijk besluit van 8 november 1989 en, wat paragraaf 2 betreft, de beschrijving, in de twee leden ervan, van de gevallen waarin vermoed wordt dat personen een parallelle gedragslijn volgen of in overleg optreden.

Om vast te stellen hoe het percentage wordt berekend, is het nodig dat er een of meer regels zijn die eventueel de begrippen gebruiken die reeds gedefinieerd zijn of waarvan de betekenis kan worden verondersteld. Er staan geen zulke regels in het ontwerp.

Men kan zich, bij wijze van voorbeeld, afvragen in welke mate de "gezamenlijke controle", gedefinieerd in artikel 2, § 1, 8°, van het koninklijk besluit van 8 november 1989, maar waarover nergens wordt gesproken in de wet, een invloed kan hebben op de berekening van de 95 honderdsten. Moet die gezamenlijke controle daadwerkelijk in aanmerking worden genomen als een element van waarde-bepaling van de effecten of moet ze bij de berekening buiten beschouwing worden gelaten ?

.../...

2. In de wet wordt voorzien in het geval waarin een persoon "in onderling overleg" handelt.

In artikel 2, § 1, 5°, van het voornoemde koninklijk besluit van 8 november 1989 wordt een definitie gegeven van personen die in onderling overleg handelen en in paragraaf 2, tweede lid, worden de gevallen beschreven waarin behoudens tegenbewijs vermoed wordt dat personen in onderling overleg handelen. De eerste bepaling interpreteert de wet en de tweede bepaling breidt de betekenis van het begrip uit, waarbij voorgeschreven wordt dat het vermoeden behoudens tegenbewijs geldt.

De Raad van State vraagt zich af of met deze bepalingen inhoud gegeven wordt aan de bevoegdheid om te "reglementeren" die bij artikel 190quinquies, § 3, van de gecoördineerde wetten op de handelsvennootschappen aan de Koning is verleend.

Hoe dan ook, het zou beter zijn dat de betrokken regels die in het ontworpen besluit staan, niet alleen bij verwijzing worden bepaald.

#### Artikel 4

1. Paragraaf 1 is, zoals hij is gesteld, vanzelfsprekend. Het is de Raad van State niet duidelijk wat de normatieve strekking is van deze paragraaf. Hij moet dan ook vervallen.

.../...

2. In paragraaf 2 dient de tweede zin te worden aangevuld door de woorden "dat wil zeggen" in te voegen tussen de woorden "de verrichting" en 1°.

Onderdeel 2°, a, dat handelt over het geval dat er verscheidene bidders zijn, moet als volgt worden samengevoegd met onderdeel 1° :

"dat wil zeggen :

1° in verband met de bidder, of de bidders wanneer er meer dan één is :

- a) of ze alleen optreden, rechtstreeks of zijdelings, of in overleg met anderen;
- b) op de dag waarop het verslag wordt opgesteld, hoeveel en welke categorieën stemrechtverlenende effecten van de bedoelde vennootschap iedere in a) bedoelde deelnemer bezit;
- c) de volledige identiteit van alle deelnemers;"

De zin zou dan voorts als volgt luiden :

"2° in verband met het uitkoopbod" : van a tot g, waarbij de tekst van b tot h van het ontwerp wordt overgenomen (aan het einde van c), dat b) wordt, moeten de woorden "en de voorgestelde prijs", die overbodig zijn, vervallen).".

.../...

Artikel 2, 3°, moet nauwkeuriger worden gesteld.  
Voorgesteld wordt te schrijven :

"3° in verband met de bedoelde vennootschap :

de naam van de vennootschap, de datum van oprichting ervan, het doel, het adres van de hoofdzetel, de vermelding van de wijzigingen die in de loop van de laatste tien jaar in de statuten zijn aangebracht, met verwijzing naar de bekendmakingen, de namen van de bestuurders met vermelding van hun bevoegdheid."

#### Artikel 5

De prijs die door de meerderheidsaandeelhouder wordt voorgesteld, wordt alleen beoordeeld door een bedrijfsrevisor of door een accountant die hijzelf gekozen heeft.

Er is in geen enkele controle door een onafhankelijke overheid voorzien. Het is nochtans bijzonder moeilijk de waarde te beoordelen van de aandelen van een vennootschap, rekening houdend, zoals het hoort, met een reeks virtuele factoren, die losstaan van de boekwaarde.

Om een mogelijk nadeel af te wenden, dient in het koninklijk besluit bepaald te worden dat de aangeboden prijs billijk moet zijn.

.../...

Op die wijze zouden de uitgewonnen aandeelhouders die menen dat hun nadeel is berokkend, de mogelijkheid krijgen om beroep in te stellen bij de rechtbanken.

### Artikel 6

1. In het eerste lid schrijve men in de Franse tekst, naar analogie van het bepaalde in de Nederlandse tekst, "dans un organe de presse de la région où la société a son siège social" in plaats van "dans un organe de presse du siège de la société".

Dezelfde opmerking geldt voor artikel 8, tweede lid.

2. Het tweede lid is dubbelzinnig. De formulering "mogen uitsluitend" houdt geen verplichting in en betekent niet dat de verslagen overgezonden moeten worden. Dat dient verholpen te worden door "moeten" te schrijven.

### Artikel 7

In de Franse tekst dient het woord "titulaires" aan het begin en aan het einde van het eerste lid vervangen te worden door het woord "détenteurs".

In het eerste lid moeten de woorden "of de geboden tegenprestatie" vervallen, aangezien ze overbodig zijn.

.../...

Het einde van het eerste lid bevat een beperking die de vrijheid om bezwaren te maken afzwakt en die in tegenspraak is met de discussie betreffende de objectieve waarde van de effecten van de vennootschap. Men schrijve bijgevolg : "... of de geboden prijs, inzonderheid uit het oogpunt van de gelijke behandeling van de effectenhouders".

### Artikel 8

De bezwaren worden niet gemaakt na afloop van de termijn, maar tijdens die termijn. Het zou beter zijn het begin van het eerste lid als volgt te redigeren :

"Indien in de loop van de in artikel 7 genoemde termijn bezwaren zijn gemaakt, heeft de bieder de keuze om hetzij ... hetzij ... (voorts zoals in het ontwerp)".

### Artikel 10

De bieder kan vrij kiezen wanneer hij zijn definitieve bod bekendmaakt. Er wordt hem geen enkele termijn opgelegd. Met de bekendmaking start de aanvaardingsperiode. De bieder kan een periode van tien dagen in juli of in augustus kiezen om zo de kansen op verzet te beperken en de minderheidsaandeelhouders te verrassen.

Dient er niet in een langere aanvaardingsperiode te worden voorzien om eventuele tegenstanders meer

.../...

waarborgen te bieden met betrekking tot de mogelijkheid om ter kennis te brengen dat zij het bod afwijzen ?

### Artikel 11

Er wordt niet gezegd dat de effecten die in het kader van het uitkoopbod worden aangeboden, betaald worden zodra ze zijn overgedragen of binnen een termijn die is vastgesteld in het koninklijk besluit.

Artikel 4, § 2, 2°, f, laat de bieder wat dat betreft te veel vrijheid.

In het ontworpen besluit dient de maximumtermijn te worden vastgesteld waarbinnen de betaling moet worden verricht.

### Slotopmerkingen betreffende de wetgevingstechniek

In het eerste lid van de aanhef schrijve men "vervangen bij" in plaats van "gewijzigd bij".

In de Franse tekst van artikel 1 schrijve men "on entend" in plaats van "il faut entendre".

In artikel 4 moet de indeling in paragrafen vervallen.

-----

La chambre était composée de

Messieurs  
de Heren

Y. KREINS,

P. LIENARDY,  
P. QUERTAINMONT,

P. GOTHOT,

J. van COMPERNOLLE,

Madame  
Mevrouw

B. VIGNERON,

De kamer was samengesteld uit

conseiller d'Etat, président,  
staatsraad, voorzitter,

conseillers d'Etat,  
staatsraden,

assesseurs de la  
section de législation,  
assessoren van de  
afdeling wetgeving,

greffier assumé,  
toegevoegd griffier.

M. G. PIQUET, premier auditeur honoraire au Conseil d'Etat, a été appelé en consultation, en application de l'article 82 des lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973.

De H. G. PIQUET, ere-eerste auditeur bij de Raad van State, is bij toepassing van artikel 82 van de gecoördineerde wetten op de Raad van State van 12 januari 1973 ter raadpleging opgeroepen.

Le rapport a été présenté par M. J. REGNIER, premier auditeur chef de section. La note du Bureau de coordination a été rédigée et exposée par M. P. BROUWERS, référendaire adjoint.

Het verslag werd uitgebracht door de H. J. REGNIER, eerste auditeur afdelingshoofd. De nota van het Coördinatiebureau werd opgesteld en toegelicht door de H. P. BROUWERS, adjunct-referendaris.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de M. P. LIENARDY.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van de H. P. LIENARDY.

LE GREFFIER - DE GRIFFIER,

LE PRESIDENT - DE VOORZITTER,

B. VIGNERON

Y. KREINS